

**ANNABELLE
PENA**

LA PEUR A-T-ELLE TUÉ NOS LIBERTÉS ?

ÉQUATEURS

LA PEUR A-T-ELLE TUÉ
NOS LIBERTÉS ?

Annabelle Pena

LA PEUR A-T-ELLE TUÉ NOS LIBERTÉS ?

ÉQUATEURS

ISBN : 978-2-3828-4075-7.

Dépôt légal : mars 2022.

© Éditions des Équateurs/Humensis, 2022.

170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

contact@editionsdesequateurs.fr
www.editionsdesequateurs.fr

*À mes enfants,
À mon frère, mon héros.*

*Mes remerciements à Patrick, toujours présent,
et à mon Sage tibétain.*

Prologue

En ce début de ^{xxi}^e siècle, le destin des femmes afghanes est d'être mariées de force à des talibans dès l'âge de 12 ans ou de se faire lapider. Les Libanais sont prêts à s'entre-tuer pour un plein d'essence. Les Haïtiens voient leurs espoirs sacrifiés depuis des décennies. Quant au Français, il se plaint de devoir montrer un « QR code » pour consommer un café en terrasse et pense à la décarbonation. Le contraste a de quoi faire culpabiliser tous ceux qui dénoncent aujourd'hui une régression des libertés en France. La dégradation de la vie à l'échelle planétaire et le creusement des inégalités entre les continents commanderaient tout au contraire au peuple français de raison garder compte tenu d'un quotidien, à bien des égards, privilégié. Qui pourrait le nier ? Ce panorama furtif du destin inégal des hommes à travers la planète révèle également à quel point le respect des droits fondamentaux relève, encore et toujours, du luxe des démocraties occidentales que l'on estime pourtant déclinantes. La vérité est que les

droits humains deviennent absolument secondaires et sombrent même dans l'oubli lorsque l'obsession quotidienne est de trouver de quoi remplir le ventre de ses enfants avec l'unique espoir de rester en vie pour tenter d'y parvenir encore le lendemain. Dans un tel contexte, les revendications de la société occidentale deviennent tout bonnement indécentes.

Le délitement des valeurs universelles de l'humanité cautionne-t-il pour autant un nivellement par le bas des standards démocratiques occidentaux?

L'échelle de comparaison s'inscrit ici dans un registre bien différent. Il ne s'agit plus d'évoquer l'indécence d'un égoïsme individuel que pointe à l'envi le président de la République dans ses discours sermonnants. Mais de rendre compte de l'état de notre démocratie et de la perception que les Français en ont, afin de comprendre les raisons du délitement du corps social. Autrement dit, le peuple français doit-il se réjouir de son sort et baisser la garde sous prétexte que les trois quarts de la population mondiale l'envient? Ou doit-il continuer de croire que la liberté est son bien le plus précieux, mais aussi le plus fragile? Que la liberté n'est jamais acquise et qu'il s'agit d'en prendre soin chaque jour comme le Petit Prince de sa rose parce que relâcher une vigilance de tous les instants constitue, en réalité, la plus grande des menaces pour une démocratie. Le déshonneur de l'Occident d'avoir laissé les Afghans à leur funeste sort, de ne pas avoir répondu au désespoir de cette mère préférant tendre à bout de bras son enfant à un militaire américain plutôt

que le voir grandir dans l'asservissement, nous rend redevables de l'exemplarité de notre modèle démocratique, même s'il est vécu dans l'entre-soi de nos sociétés narcissiques. Le devoir de mémoire à l'égard de tous ceux qui ont donné leur vie au cours de l'histoire pour défendre un idéal de liberté nous oblige à la chérir toujours, comme les gardiens d'un temple dépositaire du plus fabuleux patrimoine de l'humanité. Chaque action en faveur de la liberté, comme l'ambition que nous lui portons, constitue un acte de rejet et de résistance contre toutes les formes de barbarie qui s'emploient aujourd'hui à s'élever en référence pour dicter le destin des hommes.

Si votre cœur penche en faveur de la gratitude ou de la repentance, si ces derniers propos vous évoquent ceux d'un enfant trop gâté qui ne se satisfait jamais de ses jouets, refermez ce livre ! Vous resterez sans doute insensible à son ambition de démontrer qu'une démocratie qui ne réfléchit plus est aussi une démocratie qui se meurt. En revanche, si votre curiosité est interpellée et que vous êtes prêt à regarder ce qui nous entoure, à vous retourner sur le chemin parcouru et vous questionner sur celui qui nous reste à sillonner, alors posons-nous ensemble et observons !

Il est pour le moins inhabituel de mettre le lecteur à contribution comme je m'appête à le faire. Néanmoins, je prends le risque de vous solliciter d'emblée, car il ne peut y avoir d'entrée en matière plus percutante pour rendre compte d'une réalité insidieuse. Si votre intérêt est toujours en éveil, prenez une minute

de votre temps pour regarder une vidéo sur YouTube dont voici le lien :

<https://www.youtube.com/watch?v=nfmRcu3HJJc>

Si vous préférez, tapez directement les mots suivants : « prévention routière » et « vigilance ». Cela semble curieux, mais tentez l'expérience !

Des jeunes s'apprêtent à jouer au basket. Lancez la vidéo, regardez, suivez les instructions. Je vous attends...

Alors ? Avez-vous remarqué, au milieu des joueurs, cet ours sympathique en train d'exécuter un *moonwalk* à la Michael Jackson ? Non ? Moi non plus.

Cette vidéo est parfois projetée à l'occasion de stages de récupération de points du permis de conduire. De jeunes adultes en mouvement se lançant simultanément des ballons. Deux consignes leur avaient été données préalablement : ne pas rester statiques et, surtout, ne jamais faire tomber la balle. Au moment du visionnage, les stagiaires reçoivent pour mission de compter le nombre de passes. La projection commence et, très rapidement, apparaît un homme déguisé en ours qui traverse sans se presser le terrain de jeu. Il passe entre les joueurs qui l'évitent, s'arrête au milieu d'eux et repart en faisant le *moonwalk*. À la fin de l'expérience, personne n'a vu ce drôle de danseur. Ni les joueurs ni les stagiaires !

La vidéo a été enregistrée dans un but pédagogique clair : montrer qu'une personne dont l'attention se concentre sur un objet précis perd le sens de ce qui l'entoure et ne perçoit plus l'événement anormal qui

se joue sous ses yeux. Ce même phénomène se produit à l'échelle nationale depuis un certain temps déjà. Bien avant la crise sanitaire qui, par le truchement d'une escalade des restrictions de liberté de plus en plus lourdes, aura eu le mérite, par-delà tous ses méfaits, d'éveiller la conscience des citoyens français. En clair, cette vidéo semble une allégorie de notre société actuelle. La peur, symbolisée par ce ballon, détourne l'attention des citoyens de ce qui se joue sous leurs yeux : le retour du Léviathan, monstre biblique qui désigne, dans le livre de Job, un gigantesque animal marin que nul ne peut prendre au piège, devenu symbole de la puissance de l'État dans son côté obscur et sécuritaire, sous la plume de Thomas Hobbes. La peur est une arme redoutable au service du pouvoir : soit parce qu'elle le légitime, c'est la thèse de Hobbes pour qui l'État surgit d'un pacte né de la peur ; soit parce qu'elle l'assoit durablement, c'est la thèse de Machiavel qui explique magistralement dans *Le Prince* que « *celui qui contrôle la peur des gens devient le maître de leurs âmes* ».

La question étant de comprendre comment et pourquoi nous en sommes arrivés là, alors que le peuple français est connu à travers le monde pour le culte absolu qu'il voue à la liberté. Et de garder à l'esprit que « *pour comprendre le présent* », comme le souligne l'historien Carlo Ginzburg, « *nous devons apprendre à le regarder de biais* ».

Selon Hobbes, père fondateur de la pensée politique moderne, la peur serait à l'origine de la société et

de la politique. Les hommes auraient abandonné leur état de nature contre l'assurance de la sécurité en confiant le pouvoir de gouverner à une entité centralisatrice. La peur serait ainsi au fondement de l'État moderne et du contrat social. Il s'agit d'une pure œuvre de l'esprit, d'une utopie fondée sur un état de nature qui n'est nullement celui de l'homme préhistorique. Rien n'est plus artificiel que la théorie politique et le droit. Qu'il s'agisse de la démocratie, l'État, la Nation ou les droits de l'homme, aucun n'existe naturellement, ce sont de pures fictions qui donnent un sens à la réunion des hommes en communauté et, partant, légitiment un pouvoir de commandement centralisé. L'animal social que décrit Aristote a constitué le postulat de départ du phénomène social. Est-il pourtant dans la nature humaine de vivre en groupe ? Rien n'est moins sûr. Il n'en demeure pas moins que les penseurs ont, depuis l'Antiquité, cherché à expliquer les déterminismes sociaux et à percer les mystères de la nature humaine. Doué d'intelligence, l'homme a en effet toujours eu besoin de comprendre l'environnement qui l'entoure pour pouvoir s'y adapter. Il a aussi besoin de croire.

Au XVII^e siècle, il avait besoin de comprendre la transformation de la société qui se jouait sous ses yeux et de donner un sens à l'unification du pouvoir entre les mains du roi et à l'abandon du système féodal. Pourquoi la société politique se constitue en État ? Parce que, selon la pensée philosophique et politique qui s'est exprimée du XVI^e au XVIII^e siècle sous la plume

notamment de Machiavel, Hobbes, Rousseau, l'état de nature est un état de guerre permanent. La théorie politique de l'État moderne apporte alors une réponse rassurante : l'État est un totem de pacification des rapports sociaux, sa puissance protège ceux qui le reconnaissent et lui vouent allégeance. Le monopole de la puissance légitime est le bouclier de protection qui garantit l'intégrité du territoire contre toutes les formes de menace, extérieure ou intérieure. La fonction de l'État s'est ensuite enrichie. Il est aussi celui qui protège contre les épidémies, ce que Pierre Rosanvallon appelle « l'État hygiéniste », émergeant à partir du xix^e siècle à la suite de l'épidémie de choléra en 1832. Au milieu du xx^e siècle, les besoins de la société ont encore évolué et font émerger l'État-providence qui s'empare des questions sociales dans le but de réduire les inégalités et les incertitudes individuelles sur les conditions matérielles de l'existence.

Néanmoins, ce sentiment de sécurité apporté par l'État ne fait pas disparaître la peur, inhérente à toute espèce animale. L'homme peut chercher à maîtriser les risques, le sentiment de peur lui restera chevillé au corps parce qu'il est salutaire : il participe de l'instinct de survie et de sa perception de la précarité de la vie. L'idée que les Gaulois n'auraient eu peur de rien, excepté que le ciel leur tombât sur la tête, est un mythe qu'Albert Uderzo et René Goscinny ont magnifié dans l'imaginaire collectif de la V^e République.

La peur n'enlève rien au courage d'un peuple ; elle est même un moteur puissant pour peu qu'elle soit

ournée dans la bonne direction. En démocratie, elle est utilisée comme élément structurant du débat politique. Répondre aux peurs des citoyens, c'est entendre la voix de la responsabilité : la politique se situe au croisement de la raison et de l'émotion. La peur du chômage conduira à une politique de relance économique par la consommation des ménages ou l'investissement des entreprises ; l'insécurité à un renforcement des pouvoirs de police. Il n'y a donc rien de condamnable à utiliser le sentiment de peur en politique et prioriser l'action politique en fonction d'une classification des sources d'inquiétude. À quelques mois de l'élection présidentielle, selon le sondage publié par la revue *Challenges* à la suite d'une étude menée sur dix mille Français, le réchauffement climatique arrivait en tête de leurs préoccupations (84 %) en septembre 2021, avant la vague Omicron, suivi du terrorisme (83 %) et de la délinquance (82 %).

Au demeurant, la campagne présidentielle illustre bien la mission du politique : fixer un cadre de stabilité en pointant le « sens de l'avenir », selon la formule du sociologue Max Weber, pour réduire ses incertitudes. Ce que porte la campagne présidentielle aujourd'hui ne constitue toutefois qu'une parenthèse dans le cours normal de notre démocratie. Car l'État ne cherche plus à être le « réducteur des incertitudes » que décrivait Hobbes. La peur n'est plus utilisée de manière positive pour galvaniser l'effet protecteur de la puissance étatique.

Désormais, l'anxiété est instrumentalisée, érigée en

méthode de gouvernement inspirée de l'heuristique de la peur imaginée par Hans Jonas, le père de la pensée écologique. Profondément marqué par les événements de Hiroshima et Nagasaki en 1945, le philosophe allemand a développé, dans le but de juguler la capacité de l'homme à être l'instigateur de son propre malheur, un nouvel impératif éthique: l'« éthique de l'avenir » qu'il nomme également l'« éthique de la responsabilité » dans *Le Principe Responsabilité*, publié en 1979 et devenu un best-seller philosophique en Allemagne. Plus proche de Hobbes que de Rousseau, il ne croit pas à la sagesse de l'homme ni à l'éthique traditionnelle. Il pense que, pour sauver l'humanité, il faut faire peur à l'homme. D'après lui, seule la peur de sa destruction, en bref, la fin de l'humanité et du monde, peut pousser l'homme à s'autolimiter.

Hans Jonas a ainsi apporté un fondement philosophique au « principe de précaution » qui a émergé dans le domaine environnemental dans les années 1980 et est désormais inscrit dans le marbre de notre Constitution. En quelques années, son ouvrage est devenu le livre de chevet de tous les écologistes, sa thèse a inspiré bon nombre de conventions internationales sur la biodiversité et la protection de la nature en s'appropriant l'idée d'une obligation de responsabilité envers les générations futures. Si l'objectif de préservation est noble, la méthode pour y parvenir est cependant beaucoup plus discutable. C'est d'une certaine manière une vision modernisée de la théorie de Machiavel appliquée aux nouveaux enjeux qui se posent à

l'humanité. Sans s'attacher à traduire sur le plan politique ce nouveau principe éthique, le philosophe postule une forme de « tyrannie bienveillante » qu'il ne veut certes pas associer à un régime autoritaire, tout en concédant que son exercice s'accommoderait mal avec un système démocratique axé sur le court terme et la volonté générale. En clair, il croit davantage à la clairvoyance d'une élite, responsable de l'avenir des générations actuelles et futures.

C'est ce tournant que prend, depuis quelques années, l'exercice du pouvoir politique dans nos démocraties où la peur devient un moyen d'obtenir l'acceptation de restrictions de liberté n'apparaissant plus forcément comme telles aux yeux de ceux qui les subissent ; preuve que la peur est un puissant inhibiteur de conscience. Le premier confinement annoncé par le président de la République, le 16 mars 2020, en dehors de tout cadre légal constitue l'illustration paroxystique que la peur peut pousser un peuple à admettre les pires atteintes à ses libertés s'il y trouve la raison de sa survie.

Au demeurant, un tel phénomène n'est pas lié à la pandémie du coronavirus. Il a débuté, en réalité, avec les attentats du 11 septembre 2001. Les tours jumelles du World Trade Center se sont effondrées, entraînant avec elles les certitudes de l'Occident. Depuis, dans tous les domaines de l'existence, une culture de la peur conduit les citoyens à tolérer des discours et des pratiques qu'ils n'auraient pas cru pouvoir accepter auparavant. Depuis, se sédimente dans nos vies

« l'inacceptable », au nom d'un besoin exacerbé de protection et de sécurité que nos gouvernants cultivent à l'envi au lieu de l'endiguer. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls. Les usines à fabriquer la peur se sont largement diversifiées en France. La peur est devenue une valeur marchande. Les chaînes d'information se développent sur un terreau inépuisable de faits divers qui, ressassés en boucle, cultivent une atmosphère de malheur. La peur est également devenue un fonds de commerce pour pléthore de théories complotistes que l'on découvre florissantes sur les réseaux sociaux.

L'effet est pervers. L'instrumentalisation de la peur affaiblit les démocraties. À travers la gestion de la pandémie, chacun a pu constater que la frontière entre les régimes autoritaires et les démocraties a perdu de sa netteté, non pas évidemment sur le plan des valeurs et du respect de la personne humaine, mais par les méthodes utilisées. La différenciation de la méthode de gouvernement était pourtant au cœur de la pensée politique et de la classification des régimes politiques élaborée par Montesquieu au XVIII^e siècle. La peur, pensait-il, est ce qui permet au dictateur de rester au pouvoir alors que la vertu, à travers la recherche du bien commun, est ce qui dicte la décision démocratique. Or, comme l'a bien montré le philosophe Marc Crépon dans *La Culture de la peur*, publié en 2008, les usages politiques de la peur, privilège naturel des régimes dictatoriaux, sont des critères de différenciation de moins en moins pertinents entre les

démocraties et les régimes, dont, par principe, elles devraient être distinctes. Ce qui permet de comprendre pourquoi certaines voix se sont élevées pour dénoncer la « dictature sanitaire ». Bien sûr qu'une telle dénonciation peut paraître excessive par rapport à ce qui se joue à l'extérieur de nos frontières. Elle est cependant le témoignage d'un ressenti réel, vécu dans l'entre-soi démocratique, face au changement d'atmosphère, d'état d'esprit de la société française. Le sentiment de sécurité n'est plus.

Dans *Les Épreuves de la vie*, Pierre Rosanvallon évoque, avec justesse, cette « atmosphère d'anxiété » dans laquelle le corps social se trouve immergé. De son côté, Gilles Kepel qui examine de près la mouvance terroriste relève ce qu'il appelle « l'islamisme d'atmosphère ». Les deux auteurs tentent ainsi de rendre compte de quelque chose d'indicible, d'impalpable, d'une oppressante incertitude que chacun peut ressentir dans son quotidien et qui modifie les réflexes démocratiques. Le résultat se vérifie dans les sondages. La revue *Challenges* a dévoilé une série de chiffres dont la combinaison livre évidemment des enseignements différents selon les sensibilités et convictions de chacun. La tendance forte qui se dégage toutefois est, sans contestation possible, ce sentiment d'inquiétude que partagent 53 % des sondés ; une anxiété profonde se muant en peur véritable dans l'esprit de 12 % des personnes interrogées.

Or, notre démocratie est incontestablement en danger si elle laisse la peur dominer l'espace public dès

*Mise en pages :
Le vent se lève...*

*Reproduit et achevé d'imprimer
par
en février 2022.
Numéro d'imprimeur :*

Imprimé en France.

ÉDITIONS **DES** ÉQUATEURS

www.editionsdesequateurs.fr

